



Chère Madame, cher Monsieur,

Philippe Monguillot.

Ce nom vous dit peut-être quelque chose ? Il s'agit du chauffeur de bus de Bayonne en état de mort cérébrale après la très violente agression qu'il a subie dimanche

Son crime ? Avoir fait son travail correctement. Avoir signifié à des passagers qui montaient dans son bus sans masque et sans tickets qu'il y a des règles à respecter. Il a été « massacré ».

Le procureur de la République a expliqué : « *Les insultes fusent puis il y a une bousculade. Le chauffeur est poussé hors du bus. Là, deux des individus lui donnent de violents coups de pied et de poings dans la partie haute du corps et notamment vers sa tête* »

Philippe Monguillot, 59 ans, marié, père de 3 enfants, allait prendre sa retraite l'année prochaine.

Hier à Bayonne, une marche blanche a rassemblé 6 000 personnes. Les médias ont vanté « le calme » et « la dignité » des manifestants. **Mais c'est surtout une population qui se dresse contre l'ensauvagement de notre société et qui appelle les pouvoirs publics à l'aide.**

Une autre marche blanche est organisée samedi en hommage à **Mélanie Lemée**, la gendarme de 25 ans, tuée par un homme « bien connu des services de police », sans permis de conduire et en possession de drogue, qui a voulu contourner un dispositif d'interception alors qu'il fuyait un barrage.

Là encore, y participeront des Français dont le ras-le-bol et la peur grandissent chaque jour. **Jusqu'à quand devons-nous compter les morts et les agressions de gens ordinaires ?**

Notre société devient de plus en plus violente.

Mais que voulez-vous, sans garde-fou, comment les choses pourraient-elles aller autrement ?

Aujourd'hui en France, que l'on soit chauffeur de bus, comme Philippe, gendarme comme Mélanie ou simple anonyme, nous sommes tous à la merci de délinquants qui connaissent les rouages de la Justice et savent qu'ils ne risquent pas grand-chose.

Ils auront droit à une deuxième, une dixième ou une quinzième chance !

J'aimerais que le nouveau ministre de la Justice me contredise et me dise de sa voix grave : « **Madame Havel, vous vous trompez, je suis là pour que la Justice redevienne plus protectrice, plus efficace. Pour cela, je vais faire en sorte que les peines de prison soient effectuées, que les sursis ne soient plus accumulés et que pour chaque délit, il y ait une sanction** ».

En réalité, **Eric Dupond-Moretti**, lors de son discours d'accès à sa fonction à dit à **Nicole Belloubet** qu'il

« *comptait porter avec détermination ce qu'elle avait commencé* ». Un programme qui en dit long...

Voilà quelques unes des décisions prises par **Nicole Belloubet** lors de son passage au ministère de la Justice :

En 2 mois, pour faire face soi-disant à la crise sanitaire du coronavirus, des milliers de libérations anticipées auront été permises. Il y a aujourd'hui environ 13 500 détenus en moins dans les prisons françaises, et parmi les détenus libérés on trouve « **une petite trentaine** » de radicalisés. **Cela ne semble pas inquiéter l'administration pénitentiaire.**

La quasi-totalité des cellules de prison seront munies d'un téléphone fixe mis à disposition des détenus. L'administration pénitentiaire a déjà le plus grand mal à surveiller les détenus dangereux ou les islamistes qui font du prosélytisme, alors comment croire que les conversations téléphoniques de 50 000 cellules pourront être surveillées ?

Pour la Justice des mineurs, l'ancienne ministre voulait traiter le problème « avec humanisme ». **Son idée : ne plus poursuivre pénalement les délinquants de moins 13 ans.** Par pur « humanisme », cette mesure aura pour seul résultat d'engendrer plus de délinquance et d'insécurité...« L'humanisme » c'est pour les délinquants, jamais pour leurs victimes.

Le nouveau garde des Sceaux veut poursuivre le travail commencé. Il s'est notamment félicité de la baisse du nombre de détenus orchestrée par **Nicole Belloubet**.

Alors que la tâche est immense pour restaurer la Justice en France, le nouveau ministre a cru bon de préciser, dans le climat actuel : « mon ministère sera aussi celui de l'antiracisme et des droits de l'homme ».

À l'IPJ, on souhaite surtout que son ministère soit celui de la Justice, celle qui lutte contre l'ensauvagement de la société et qui protège les Français.

Mais, comme je vous l'écrivais mardi, j'ai bien peur de ne pas pouvoir continuer. **Notre association n'a pas été épargnée par les derniers mois qui ont éprouvé tant de monde.**

Notre association est en péril et **je ne suis pas sûre de pouvoir continuer à agir.**

Vous le savez, nous ne recevons que des dons pour exister, aucune subvention publique ne vient nous aider.

Mais si l'IPJ devait disparaître, les conséquences seraient désastreuses. Il n'y a pas d'autres associations de citoyens qui se battent pour rendre aux victimes leur statut, pour stopper les dysfonctionnements de la Justice, pour dénoncer « l'humanisme » de nos dirigeants et leurs réformes dangereuses pour notre sécurité.

Si demain nous disparaissions, la voie sera totalement libre pour les lobbies laxistes. Il n'existera plus de contre pouvoir. **C'est pourquoi, je vous demande humblement de soutenir l'Institut pour la Justice. Un don, même minime, peut faire la différence. Cliquez ici pour nous aider.**

Avec tout mon dévouement,

Laurence Havel

**Aidez-nous dans notre combat, restez informés, suivez notre actualité
soutenez-l'Institut pour la Justice**

Je soutiens l'IPJ

Pour être sûr(e) de recevoir nos prochains emailings,
ajoutez l'adresse de l'Institut pour la Justice "contact@emailactito.institutpourlajustice.org"
dans votre carnet d'adresses ou dans votre liste d'expéditeurs autorisés.